

Texte Action présenté par le secrétariat à la CAA de Poitiers du 21 Juin 2024



Combattre l'extrême-droite, bâtir et soutenir une alternative politique au plus près de nos mandats

La nouvelle CAA élue et installée, nous sommes collectivement et urgemment appelé.es à nous unir et agir, pour faire face à la situation politique dramatique qui est la nôtre, au moment même où d'ailleurs la guerre continue de tuer odieusement à nos portes. Syndicat de transformation sociale, le SNES et la FSU ont un rôle essentiel à jouer dans cette période de tous les dangers pour la démocratie après le scrutin du 9 juin dernier qui a vu l'extrême-droite atteindre des scores inédits. A la stupéfaction générale, nous avons assisté à la dissolution irresponsable de l'Assemblée décrétée par le président Macron.

Dans la continuité de ses engagements passés, le SNES-FSU mènera campagne auprès de toutes et tous pour montrer la dangerosité de l'extrême-droite : dangerosité pour l'Ecole, pour nos élèves, nos métiers, pour nos libertés publiques, pour les droits sociaux.

L'extrême-droite ne doit pas accéder au pouvoir. Le SNES-FSU, avec l'intersyndicale la plus large possible doit participer aux manifestations, réunions publiques, débats qui se tiennent actuellement autour de cet enjeu.

Dans le même temps, le SNES-FSU doit continuer de dénoncer les politiques capitalistes ultra-libérales qui font le lit de l'extrême droite et casse la cohésion nationale. Macron et ses gouvernements successifs portent ici une lourde responsabilité qu'il faut sans cesse rappeler.

Devant la gravité de la situation, et tout en préservant son indépendance, le SNES-FSU doit travailler urgemment à une alternative sociale, féministe et écologiste qui puisse redonner espoir. Cet espoir est aujourd'hui incarné par le programme du Nouveau Front populaire qui de tous les programmes est le plus conforme à nos valeurs et mandats. Le SNES-FSU appelle donc à soutenir ce programme.

Parce que nous sommes un syndicat qui a vocation à défendre les droits des personnels, quelle que soit la future composition de l'assemblée nationale, le SNES et la FSU poursuivront et amplifieront la mobilisation dans le cadre syndical pour porter leurs revendications, comme la suppression de la loi TFP, la baisse des effectifs d'élèves par classe, un plan pluriannuel de recrutements, un plan de résorption de la précarité, des moyens pour une école réellement inclusive, la reconstruction des grilles salariales dans la FP, la revitalisation des services publics etc. Telle est aussi notre responsabilité de syndicat.

Combattre encore le « choc des savoirs » et la logique de tri scolaire et social que l'on voudrait nous imposer :

Il y a là une urgence encore. L'attaque est gravissime à l'encontre de la formation des élèves, à l'encontre de nos métiers. C'est notre conception même d'une Ecole publique, laïque, inclusive et émancipatrice qui serait remise en cause par cette mesure si elle devait se mettre en place.

La lutte a été tardive sans doute dans notre académie et inégale selon les territoires. La difficulté étant qu'aujourd'hui la lutte se mène pas à pas dans les conseils d'administration de nos établissements, par la détermination des élu.es SNES en CA.

Comme il l'a fait depuis des mois, le SNES-FSU poursuivra sa campagne de décryptage de cette réforme, en montrera la dangerosité, pour faire qu'elle ne puisse se déployer sur l'ensemble des niveaux du collège et qu'elle soit même abandonnée purement et simplement. La campagne d'information doit se poursuivre au-delà de la rentrée. Des stages comme celui qui s'est tenu dernièrement sur le collège pourront étayer les collègues dans cette lutte, permettre à toutes et tous

de voir ce qui se fait ailleurs. Il est bien évident que des heures d'information syndicale devront aussi se tenir avec le soutien des S2.

Le SNES-FSU a déposé une alerte sociale et se montrera vigilant dans les instances telles que les F3SCT sur les effets de cette réforme sur la santé des personnels. Il diligentera des enquêtes chaque fois que nécessaire.

Le SNES-FSU sera aux côtés de tous les personnels et particulièrement des TZR et non titulaires qui pourraient payer un lourd tribut à cette réforme en matière d'affectation et compte-tenu de la crise endémique du recrutement. A cet égard, dans un calendrier intenable, le ministère tente d'avancer en force sur la question de la formation initiale malgré une très large opposition. Projet bancal qui verrait des lauréats de concours en M1 devenir « contractuels alternants » et gratifiés d'une prime de 900 euros mensuels : encore un coin enfoncé contre le statut et un projet qui sera loin de répondre à la crise d'attractivité que rencontre le métier. Quant aux personnels de l'INSPE c'est le plus grand flou... à 4 mois de la rentrée. Le Snes-Fsu demande le retrait de cette réforme, dangereuse elle aussi.

Dans le même temps, le SNES-FSU appelle les collègues à poursuivre la lutte, et dès la rentrée, au travers d'actions décidées collectivement : refus de la mission de PP, refus de trier les élèves dans les réunions type « écoles-collège », refus de promouvoir la classe prépa seconde, boycott des évaluations nationales...

Le SNES-FSU sera aux côtés des personnels chaque fois qu'ils et elles feront valoir leur expertise en matière d'évaluation des élèves, de mise en oeuvre de leur enseignement, dans le respect de leur autonomie et de leur liberté pédagogique..

Le SNES-FSU avec l'intersyndicale veillera à construire un plan d'actions, dès septembre, qui mette en lumière les besoins urgents de notre Ecole (en matière de locaux, en personnels administratifs et équipes pluri-professionnelles, AESH, personnels vie scolaire ..), le besoin urgent d'une revalorisation conséquente des salaires et carrières de ces personnels.